

# dial

## diffusion de l'information sur l'Amérique latine

47, QUAI DES GRANDS-AUGUSTINS - 75006 PARIS - FRANCE - TÉL. (1) 46.33.42.47

CCP 1248.74-N PARIS - Du mardi au vendredi de 9 h à 12 h et de 14 h à 18 h 30

Hebdomadaire - n° 1333 - 8 septembre 1988 - 3 F

### D 1333 CHILI: LE RÉFÉRENDUM D'OCTOBRE

C'est le 5 octobre 1988 qu'aura lieu le référendum pour l'élection du président de la République devant exercer son mandat du 11 mars 1989 au 11 mars 1997. Le 30 août dernier, la junte militaire annonçait le nom du candidat unique: le général Pinochet... L'opposition politique, d'abord divisée sur le projet de référendum annoncé en fin 1987, a fini par créer, le 2 février 1988, un "Comando Nacional por el No" (Comité national pour le non) rassemblant un très large éventail des diverses formations d'opposition. Nous donnons ci-dessous le texte de leur déclaration commune.

Quelques jours avant sa désignation comme candidat à la présidence de la République pour un nouveau mandat de huit ans, le général Pinochet annonçait, le 24 août 1988, la levée de l'"état de perturbation de la paix intérieure", pratiquement en vigueur depuis 1973.

Le regain d'intérêt pour le Chili de la part des investisseurs internationaux, patent depuis l'année dernière, ne doit pas masquer la gravité de la situation sociale et politique sur le plan des droits de l'homme (cf. DIAL D 1302).

Note DIAL

### CONCERTATION DES PARTIS POLITIQUES POUR LE NON

Les partis ci-dessous signataires nous réitérons une fois de plus que seule la réalisation d'élections libres conduira au rétablissement en toute légitimité de la démocratie au Chili. Nous continuerons donc à travailler pour obtenir des élections qui permettent à la volonté populaire de s'exprimer librement.

Malgré les propositions et demandes renouvelées qui émanent des plus divers et majoritaires secteurs de la vie nationale pour réaliser des élections libres, l'actuel gouvernement continue obstinément à persister dans sa décision d'organiser un plébiscite. Face à cette attitude négative du gouvernement nous appelons les Chiliens à voter NON et ainsi à mettre en échec Pinochet et son régime lors du plébiscite. De cette façon, nous vaincrons aussi la fraude et nous arriverons à réaliser les élections libres et compétitives que nous réclamons.

Dès maintenant, nous engageons notre volonté politique collective dans une campagne de mobilisation populaire qui atteigne le taux de participation le plus fort des différents secteurs du pays pour assurer le triomphe du NON lors du plébiscite.

Nous mettons en garde que si, selon l'évaluation que nous ferons ensemble, le processus électoral ne revêt pas les conditions minimum requises de pureté, nous le disqualifierons. Cette évaluation tiendra compte spécialement du nombre d'inscrits sur les registres électoraux, de la possibilité du contrôle démocratique des votes et des scrutins, de l'exercice sans entraves des libertés politiques, de l'arrêt de l'intervention officielle et de l'intimidation de la population. Nous nous attachons tout particulièrement à la sécurité des fonctionnaires publics et municipaux notamment dans les zones rurales, à l'accès équitable aux moyens de communication

principalement à la télévision, à la possibilité effective de mener campagne pour le NON.

Nous sommes convaincus que nous serons capables de contrecarrer l'écrasante publicité et la pression officielle.

De la même manière, nous établirons un système d'inspection et de contrôle démocratique du processus plébiscitaire qui comprendra les votes et les scrutins, ce qui avec la mobilisation que nous produirons, permettra de faire face aux tentatives d'apeurer ceux qui se prononcent pour le NON.

Avec pour but l'efficacité dans cette campagne pour le NON, les partis qui souscrivent à cette déclaration se concerteront en respectant tant les identités de chacun que ses respectives politiques d'alliances de façon à assurer ainsi aux forces politiques et aux organisations sociales impliquées dans cet objectif la pleine participation. En même temps, nous reconnaissons dans le renforcement de la structure des actuels comités d'élections libres devenus Comités pour le NON, un important mécanisme pour le déroulement de la campagne.

Nous appelons les organisations sociales du pays et tous les Chiliens à s'incorporer activement à cette décisive étape de la lutte pour le rétablissement de la démocratie dans notre patrie, de sorte que son pouvoir de convocation, sa capacité mobilisatrice et son action quotidienne fasse que les Chiliens s'inscrivent sur les registres électoraux, qu'ils se déplacent pour aller voter le jour du plébiscite et qu'ils collaborent au contrôle du processus plébiscitaire en s'organisant dès maintenant pour enrayer la fraude et défendre le triomphe démocratique.

Nous exprimons au pays qu'en votant NON, le peuple vaincra Pinochet, son régime et son itinéraire institutionnel et se prononcera en même temps pour la proposition que nous énonçons ci-dessous:

- a) Réalisation à brève échéance d'élections libres du président de la République avec un mécanisme de deuxième tour pour une période de quatre ans et d'une Assemblée nationale aux facultés constituantes intégralement élue au suffrage universel.
- b) Cautionner les consensus atteints en matière de droits de l'homme, assurer la justice et la mise en application des principes consacrés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et dans le Pacte international des droits civiques et politiques.
- c) Substitution de l'actuelle loi des partis politiques par un texte alternatif dont la normative s'insère dans les principes énoncés par le projet de loi déjà élaboré par le Groupe d'études constitutionnelles.
- d) Annulation de toute norme qui établisse la proscription idéologique ou qui empêche le plein exercice de la souveraineté populaire et son remplacement par d'autres qui assurent le respect des principes essentiels de toute démocratie comme le sont le renouvellement périodique des hommes, la mise en vigueur du principe de la légalité, le refus à la violence et des causes qui l'engendrent et le droit des minorités.
- e) Fin immédiate et totale de l'exil et restitution de leur nationalité à ceux qui en ont été privés.

De même, les partis signataires assument l'ensemble des aspirations économiques et sociales exprimées à plusieurs reprises par les divers secteurs du pays et en particulier par les plus mis à l'écart.

Une fois que cette concertation sera approuvée et que les objectifs seront atteints, c'est-à-dire la proposition exposée dans ce document pour appeler le peuple à voter NON, il appartiendra aux partis politiques démocratiques de s'accorder avec les Forces armées sur les termes d'une transition rapide et ordonnée à la démocratie, tout en gardant comme cadre cette proposition.

Sont signataires de ce document les partis politiques suivants:

Patricio Ailwyn	Parti Démocrate Chrétien
Clodomiro Almeyda	Parti socialiste du Chili
Fernando Avila	Parti MAPU Ouvrier et Paysan
Victor Barrauto	Parti MAPU
Luis Fernando Luengo	Parti Radical du Chili
Luis Maira	Parti Gauche Chrétienne
Amador Navarro	Parti Social Démocrate National
Ricardo Nuñez	Parti Socialiste du Chili
Wolfgang Prieur	Parti démocrate National
José Tomás Saenz	Parti Humaniste
Enrique Silva Cimma	Parti Radical du Chili
Ramón Silva	Parti Union Socialiste Populaire
Hugo Zepeda	Parti Union Libéral Républicain

Santiago, 2 février 1988

Ont signé à posteriori les partis suivants:

Juan Gutierrez	Parti Socialiste Historique
Andrés Koryzma	Parti Vert
Víctor Sergio Mena	Parti Socialiste

(Diffusion DIAL - En cas de reproduction, nous vous serions obligés d'indiquer la source DIAL)

Abonnement annuel: France 330 F - Etranger 390 F - Avion 460 F  
Directeur de publication: Charles ANTOINE - Imprimerie DIAL  
Commission paritaire de presse: 56249 - ISSN: 0399-6441